

que consommateur, tandis que l'administrateur ne paye absolument rien; si vous montrez l'inconvenance de cette conduite devant la nation, vous pouvez observer que pareille façon d'agir n'est praticable dans l'administration, seulement si elle est le privilège d'une élite de richards, mais qu'il serait naturellement impossible de permettre aux pauvres de se nourrir en signant un bout de papier qui demanderait aux autres de payer l'addition.

Si, pendant les heures de préférence, vous attirez l'attention là-dessus à la télévision, il se passera quelque chose aux États-Unis. Vous commencez alors à nourrir les affamés.

Vous faites savoir pendant les heures de préférence à la télévision que les Américains subventionnent une marine marchande qui dévore 700 millions de dollars chaque année à cause d'une politique que tout économiste indépendant, après l'avoir étudiée, condamne comme ne rapportant aucune sorte de bénéfice au peuple américain; et alors il y aura une réaction.

Si vous proclamez que la compagnie *General Motors* est responsable chaque année non seulement de 50,000 morts sur les grandes routes des États-Unis,—c'est la part du lion,—mais aussi qu'elle est responsable à 50 pour cent de la pollution de l'air dans tout le pays, des clameurs exigeront une réforme. Vous pouvez ne pas diffuser ces renseignements, parce que vous avez fait circuler un memorandum administratif notant que la compagnie *General Motors* est un gros annonceur et qu'alors il faut se taire, ou parce que, sans envoyer de memorandum, vous mettez sur l'écran les *Beverly Hillbillies*; vous cachez l'information et cela aussi produit tout aussi bien un résultat.

Comme j'ai dit dans mes commentaires, je pense que la NBC peut à bon droit et avec fierté prendre en partie à son compte le fait que la Législature de la Virginie Occidentale a adopté la loi dont j'ai parlé.

Je pense que Rowan et Martin peuvent aussi s'enorgueillir de leur émission *Laugh-in* à cause du succès obtenu par le *Flying Fickle Finger* de *Fate Award*. Ils ont montré que la Législature de la Californie avait autorisé les vendeurs d'automobiles usagées à reculer les odomètres et, moins d'un mois plus tard, la loi était abrogée. Ils ont fait savoir que l'administration des écoles n'avait pas réussi à obtenir d'argent pour les écoles l'année suivante et peu après le public vint apporter l'argent nécessaire au maintien des écoles.

Les diffuseurs peuvent montrer ces réussites avec fierté, mais en le faisant, ils doivent aussi se sentir responsables de ces conditions dans notre société qui n'ont pas été changées, parce que, quelles que soient leurs raisons, ils n'en ont rien dit au peuple américain.

C'est là la situation de l'industrie radiophonique en notre société aux États-Unis et c'est pourquoi je crois avec le Président Kennedy, avec feu le Président Kennedy, qu'une grande puissance ne va pas sans une grande responsabilité; c'est une industrie qui n'a pu s'égaliser à cette responsabilité et elle devra payer le prix de sa faillite.

Le président: Peut-être pourrais-je conclure avec plus de poids, monsieur Johnson, en citant un bref passage de votre livre. Vous dites dans l'avant-propos:

«Très peu d'Américains utilisent pleinement plus de cinq pour cent de leurs aptitudes,—leurs aptitudes à percevoir, à produire, à comprendre, à agir, à traiter avec autrui, à ressentir de la joie.»

Vous avez sûrement prouvé aujourd'hui que vous appartenez, en vérité, à ce groupe de cinq pour cent. Votre réputation vous avait précédé devant ce Comité et avant notre rencontre personnelle l'été dernier.

J'ai toujours été fort impressionné, et je continue de l'être, par votre courage et par la façon progressive, optimiste et enthousiaste avec laquelle vous abordez certains problèmes de grande portée.

J'ai dit au début que vous étiez l'un des hommes les plus occupés que je connaisse. C'était, nous en sommes conscients, vous imposer une lourde obligation que de vous amener ici et c'est pourquoi nous vous sommes doublement reconnaissants d'être venu.

Il me vient à l'esprit qu'à la fin de votre avant-propos, vous pouvez fort bien vous adresser à notre Comité quand vous écrivez: «Ce que vous tenez ici, ce sont les mots. Ils se sont accumulés dans les articles, dans les opinions exprimées, dans les témoignages et dans les discours. Que les hommes agissent ou non cela reste à voir. Les besoins sont clairs; certains moyens sont à la portée de la main; à vous d'y voir».

Merci beaucoup de nous avoir aidés.

M. Johnson: Merci beaucoup, monsieur le président, de m'avoir invité ici.

(Là-dessus, la séance est levée.)